

LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN

Marie-Luise Herschtel

L'EUROPE ÉLARGIE :
ENJEUX ÉCONOMIQUES



PRESSES DE SCIENCES PO

Marie-Luise Herschtel

L'Europe élargie

Enjeux économiques

2004



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

L'entrée de dix nouveaux adhérents dans l'Union européenne, le 1er mai 2004, est un enjeu politique et institutionnel de taille. Un défi inquiète cependant les populations de l'Union : sa dimension économique et financière. Avec clarté et concision, cet ouvrage analyse la répartition, dans le temps et entre les États membres, des coûts et des avantages, désigne les régions et les secteurs d'activité gagnants ou perdants de l'intégration.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724681673

ISBN papier : 9782724609233

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

Introduction

Chapitre 1. Une adhésion semée d'embûches

Dix pays sur la ligne d'arrivée

Un corset pour l'aide aux futurs pays membres

Un coût d'adhésion modeste pour 2004-2006

Une structure de soutien insuffisamment dynamisante

Les clés de l'adhésion : les critères de Copenhague

Une évaluation méthodique des progrès de transition

Une adhésion sous condition

Des mesures transitoires pour panser les plaies

Un dispositif spécifique de sauvegardes

À quand le passage à l'euro ?

Chapitre 2. Les efforts de la transition

Le soutien pour la pré-adhésion

Des progrès de transition décisifs

Une intégration commerciale réussie

Une croissance forte mais fragile

Le recul de l'inflation et l'amélioration de la productivité

Une croissance dopée par les investissements directs étrangers

Une transition au prix de taux de chômage élevés

Des disparités de revenus encore considérables

Des handicaps sur le chemin vers l'euro

Des carences dans la mise aux normes communautaires

Chapitre 3. L'Europe élargie : atouts et risques économiques

Les enjeux

Les échanges commerciaux : des perspectives de croissance

Avantages et risques des investissements directs à l'Est

Les migrations : un coût ou une chance ?

Les menaces de l'élargissement, reflet des insuffisances de l'Europe

Chapitre 4. Les défis budgétaires dans la décennie à venir

La problématique

L'environnement incertain du débat financier 2007-2013

Les perspectives d'augmentation des transferts structurels vers les pays adhérents

Les obstacles à une réforme des actions structurelles

Pistes de réforme de la politique structurelle

Élargissement et politique agricole commune

L'élargissement et la réforme 2003 de la pac

Les autres politiques communautaires face à l'élargissement

Conclusion

Bibliographie

Introduction

Le 1er mai 2004, l'Union européenne connaîtra l'élargissement le plus important de son existence. L'événement a une dimension historique et symbolique de premier ordre en ce qu'il marque la fin de la division de l'Europe décidée à Yalta. L'arrivée des trois États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), des cinq États de l'Europe centrale (Pologne, République tchèque, Hongrie, République slovaque, Slovénie) et des deux îles de la Méditerranée (Chypre, Malte) est d'abord une révolution par le nombre. Il faudra aussi réussir l'unité dans la diversité : diversité politique, institutionnelle, économique et sociale, mais aussi linguistique et culturelle.

Sept des futurs membres ont été soumis pendant un demi-siècle à une dictature communiste. Les trois pays baltes faisaient partie de l'URSS. Les quatre pays de l'Europe centrale et orientale appartenaient à son glacis. La Slovénie et les deux îles de la Méditerranée se sont jointes à ce retour à l'Europe.

Pour la Bulgarie et la Roumanie, l'adhésion est envisagée pour 2007. Quant à la Turquie, rendez-vous est donné en 2004 pour ouvrir éventuellement des négociations d'adhésion. L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine et la Yougoslavie sont en passe de négocier avec l'Union européenne des accords dans une perspective d'adhésion à long terme.

À partir du 1er mai 2004, l'Union européenne aura 450 millions d'habitants. Les nouveaux arrivants comptent 75 millions d'habitants dont la Pologne la moitié à elle seule. En revanche, la richesse de l'Union ne croîtra que de 5 %.

Or, pour les citoyens de l'actuelle Union, les craintes et le scepticisme prévalent. D'après les enquêtes, nombreux seraient ceux, à travers tout l'éventail politique, qui rejetteraient l'élargissement en cas de référendum. L'ouverture à l'Est semble particulièrement déroutante pour l'opinion publique en France, pays qui a été, aux

côtés de l'Allemagne, le principal moteur de la création du Marché commun et le centre géopolitique d'une Europe à l'Ouest. La compréhension de ces pays paraît en effet peu aisée. Par ailleurs, les avantages actuels des politiques communautaires pour l'économie française seront plus difficiles à défendre après l'élargissement. Quant à la langue française dont la prééminence a déjà été mise à mal au profit de l'anglais, elle risque de perdre encore du terrain dans la cacophonie de la vingtaine de langues officielles de demain. Ajoutons que le projet d'une Europe puissance d'inspiration française est durement éprouvé dans le contexte actuel de la géopolitique. Les pays de l'Est qui ont encore peur des grandes puissances voisines privilégient en effet l'Alliance atlantique pour leur sécurité extérieure.

Pourtant, s'opposer à l'élargissement signifie aller à contre-courant du sens de l'histoire. Pour s'en persuader, il suffit de s'interroger sur le coût du non-élargissement en termes d'instabilité politique du continent et d'opportunités économiques perdues. Les coûts de la reconstruction des Balkans donnent la mesure des occasions manquées.

Il n'empêche : l'élargissement suscite des réticences et des peurs au sein des populations qui ne doivent pas être ignorées. En réalité, l'élargissement soulève des défis, générateurs de coûts pour la collectivité qu'il faudra maîtriser.

Le plus grand défi, d'ordre politique, mérite d'autant plus d'être mentionné que l'élargissement à l'Est a été investi d'une importance telle qu'il a pu être approuvé par tous les dirigeants de l'Union. Ce n'était le cas, on s'en souvient, ni pour la monnaie unique ni pour la sécurité commune. Il faudra dorénavant trouver un consensus entre Européens sur des politiques étrangères et de défense autonomes, sur fond de partenariat atlantique rééquilibré. Or, dans l'Europe élargie, la division entre les atlantistes, les partisans d'une Europe autonome et les neutres est devenue plus tranchée. Une Europe politique suffisamment forte pour affirmer sa vision du monde, aux côtés de son allié américain, n'est donc pas pour demain.

Le défi le plus immédiat, d'ordre institutionnel, sera abordé plus en détail car les citoyens se disent très préoccupés par la vision de vingt-cinq États incapables de former une Union qui fonctionne, et ils redoutent les coûts incommensurables d'un blocage de l'Europe. Aujourd'hui déjà, la prise de décision au Conseil des ministres paraît

hasardeuse dans bien des cas. À vingt-cinq, une décision à l'unanimité pourrait relever du miracle, et en cas de décision à la majorité qualifiée, le spectre d'une paralysie des institutions par une formation trop fréquente de minorités de blocage n'a pas été éloigné. Selon bon nombre d'observateurs, la principale difficulté vient de la rupture de l'équilibre, déjà bien précaire, entre les États les plus peuplés et les autres. Dans l'Europe élargie, six pays qui rassemblent les trois quarts de la population, côtoieront huit pays de taille moyenne et onze petits pays. De toute évidence, un compromis devra être trouvé entre deux approches d'égalité : l'égalité entre les États et l'égalité entre les citoyens car la démocratie exige plus de poids pour les pays les plus peuplés sans que les moins peuplés ne se sentent lésés. Espérons que la future Constitution européenne apportera une solution à cette quadrature du cercle.

Le grand défi à terme est d'ordre économique et financier. Dans les opinions publiques, la crainte est très répandue que les coûts de l'élargissement puissent être trop lourds pour leurs pays. Quels sont donc, en termes budgétaires, les montants en jeu et pour quelles finalités ? Que représentent ces financements par rapport à la richesse de l'Union et face aux besoins considérables des nouveaux arrivants ? De quelle façon ces coûts sont-ils répartis dans le temps et entre les États ? Si l'on veut bien dépasser le cadre budgétaire, l'élargissement a des avantages à terme, politiques certes mais aussi économiques, et les citoyens en sont majoritairement conscients. Ces avantages peuvent être appréhendés. En revanche, des dangers pour la cohésion économique et sociale européenne peuvent surgir en cas de perturbations des marchés, après l'ouverture des frontières. Les peurs sont bien identifiées : relocalisation d'entreprises à l'Est avec son cortège de chômeurs à l'Ouest, afflux massif d'immigrants à la recherche de rémunérations et de conditions de travail plus favorables, augmentation de la criminalité et des trafics de toutes sortes, intégration trop précoce dans la zone euro, etc. Ces peurs sont-elles justifiées et, dans ce cas, les avantages seront-ils suffisants pour compenser ces coûts individuels et collectifs ? Faut-il prévoir, pour finir, des coûts supplémentaires au fur et à mesure de l'intégration des nouveaux membres dans les politiques communautaires et, si oui, sur quelles bases ?

On verra, qu'en réalité, il faut relativiser. Les difficultés sont certes

réelles car la préparation à l'adhésion n'est pas achevée. Toutefois, les nouveaux arrivants de l'Est ne créeront qu'un tourbillon. Leur venue a le grand mérite de mettre en exergue les insuffisances des États membres à l'Ouest, pris dans la tempête de la mondialisation.